



Discours de Monsieur le Directeur Général
Journées Internationales de Macroéconomie et de Finance
Marrakech 15-16 mai 2017

Honorables invités et conférenciers

Chers membres du comité d'organisation

Chers professeurs, chercheurs et étudiants

Chers collègues

C'est pour moi un réel plaisir de participer à l'ouverture de cette 2ème édition des Journées Internationales de Macroéconomie et de Finance, organisée par BANK Al-Maghrib conjointement avec l'Université Cadi Ayyad et l'Université de Bâle sur le thème «la flexibilisation du régime de change, le ciblage de l'inflation et la libéralisation du compte capital».

La 1ère édition a été organisée en mai 2016 avec pour thème «Le nouveau consensus monétaire à l'épreuve de la crise financière», et a connu la participation d'une cinquantaine de chercheurs et universitaires.

Aujourd'hui, nous sommes environ 200 participants à cette conférence représentant le milieu universitaire et de la recherche, des départements ministériels, des banques centrales et des institutions internationales, des professionnels du tissu économique et du secteur financier, ainsi que des médias.

Pour ce qui est de la 2ème journée de cette manifestation qui se tiendra demain à l'Université Cadi Ayyad, elle verra la présentation des travaux de 16 chercheurs venant d'Allemagne, de France, du Maroc, de Suisse, de la Tunisie et de Turquie.

Un auditoire aussi nombreux et distingué témoigne de l'intérêt porté par la communauté des chercheurs et des universitaires à cette manifestation et aux sujets qu'elle traite.

Notre souhait, partagé par l'ensemble des organisateurs, est que cet événement soit un rendez-vous annuel des plus importants pour la promotion de la recherche scientifique autour de sujets économiques et financiers d'intérêt pour notre pays.

Bank Al-Maghrib accorde une place particulière à la recherche en lien avec ses missions fondamentales portant sur la politique monétaire et la stabilité financière et de manière plus générale, en lien avec les politiques publiques.

Dans ce cadre, elle a établi des relations avec les départements de recherche de plusieurs banques centrales et institutions financières et cherche à consolider son ouverture sur le monde universitaire et de la recherche en organisant des séminaires et des conférences et en développant la coopération avec les partenaires académiques. Cette conférence s'inscrit parfaitement dans cette orientation.

Le choix du thème qui sera débattu au cours de cette journée n'est pas fortuit.

Comme vous le savez, les autorités marocaines ont annoncé récemment la décision de la flexibilisation du régime de change. Suite à cette annonce, le Ministère des finances et Bank Al-Maghrib ont engagé une communication de grande envergure ciblant plusieurs segments notamment les banques, les acteurs du marché financier, les opérateurs économiques, les établissements publics, les universités et le grand public, et ce en vue d'informer sur les motivations de cette réforme, les modalités de son implémentation, ses implications et les prérequis nécessaires pour une transition réussie.

Cette réforme fait ainsi l'objet de larges débats publics exprimant parfois des points de vue et analyses divergents. J'estime que cette conférence, qui réunit des experts éminents du monde académique et professionnel, est de nature à contribuer à enrichir ces débats et examiner sur une base scientifique la réforme que le Maroc souhaite mener.

Lors de cette matinée, ces experts vont nous parler des expériences internationales et des enseignements théoriques sur la flexibilisation du régime de change et l'adoption du ciblage de l'inflation. La 2ème session de la journée verra la présentation du projet de réforme par des responsables du MEF, de BAM et de l'OC.

Pour ma part, je voudrais souligner dans mon intervention trois points qui me paraissent importants dans les débats autour de la flexibilisation de notre régime de change :

- ❖ Le 1er concerne la Banque Centrale : les réformes et chantiers réalisés au cours de la dernière décennie ont permis à cette institution de se hisser aux meilleurs pratiques des BC.

Ainsi, elle s'est vue dotée en 2006 d'une indépendance institutionnelle et opérationnelle, lui permettant de s'affranchir de toute influence politique dans la conduite de ses missions fondamentales en particulier la politique monétaire.

En parallèle, la Banque a consolidé ses capacités analytiques et prévisionnelles, en renforçant ses compétences humaines et en implémentant des modèles performants de projections et de simulations macroéconomiques. Ces outils et dispositifs, qui sont adaptés aux spécificités de notre économie, aident la BC à prendre des décisions éclairées en matière de politique monétaire et de stabilité financière.

En vue de communiquer sur ses décisions, la Banque a renforcée sa transparence à travers le déploiement d'un large éventail de

supports informationnels tels le Rapport sur la politique monétaire, et le Rapport sur la stabilité financière, et l'organisation de rencontres avec les opérateurs économiques et les médias

En somme, et grâce à ces efforts, le Maroc s'est vu classé par le FMI parmi les pays adoptant une politique monétaire d'ancrage du taux de change avec un cadre analytique proche de celui du ciblage d'inflation.

- ❖ Le 2ème point concerne, le cadre macroéconomique et financier : les nombreuses réformes structurelles menées par le Maroc au cours de ces dernières années ont permis de renforcer la résilience de l'économie. Ainsi, les fondamentaux économiques sont solides tant au plan budgétaire qu'au niveau des comptes extérieurs et de l'inflation.

D'autre part, Le Maroc s'est inscrit cours des dernières décennies dans un processus d'ouverture commerciale et financière de plus en plus marquée en lien avec la volonté de renforcer l'insertion de notre économie à l'échelle mondiale. Dans ce sens, une série d'accords de libre-échange ont été conclus avec plusieurs pays et zones économiques et il a été procédé à une libéralisation graduelle de la réglementation des changes.

En conséquence, le taux d'ouverture de l'économie intégrant biens et services s'est inscrit en nette progression durant ces quinze dernières années en passant de 60% du PIB à environ 80%.

Dans cette même optique, le Maroc, porté par l'ambition de devenir un hub financier régional, a lancé il y a quelques années le chantier structurant de Casablanca Finance City qui s'est vue attribuée dans le dernier classement du Global Financial Centers Index le premier rang au niveau de l'Afrique.

Cette ouverture du Maroc à l'international est également supportée par le secteur financier national et particulièrement bancaire, dont la solidité et la résilience ont été attestées par les conclusions de la dernière mission du FSAP (The Financial Sector Assessment Program) réalisée par la BM et le FMI.

Les banques marocaines sont ainsi présentes dans une trentaine de pays et récemment cette dynamique s'est élargie au secteur de l'assurance et a des institutions financières spécialisées.

- ❖ Pour ce qui est du 3ème et dernier point que je souhaite aborder, il concerne le régime de change en vigueur et sa réforme.

Certes, le régime de change fixe actuel a ses bienfaits et a contribué à l'inflation modéré que connaît le Maroc. Toutefois, la dernière crise économique et financière a mis en exergue certaines vulnérabilités liées à ce régime. Dans un contexte international marqué par la persistance des incertitudes économiques et financières, notre économie n'est pas à l'abri d'un choc de demande mondiale ou des prix des matières premières susceptible de détériorer les équilibres interne et externe.

Je rappelle à titre d'exemple, que suite au double choc monétaire et des matières premières qu'a connu le Maroc au début des années 80, la situation économique s'est fortement dégradée avec des niveaux de déficits jumeaux records et un assèchement des réserves de change, ce qui a amené les autorités à opérer une dévaluation importante de la monnaie nationale et de se soumettre au Plan d'ajustement structurel prescrit par le FMI avec des conséquences socio-économiques très lourdes.

Les autorités marocaines ont ainsi tiré les leçons des expériences passées. Ils ont mené plusieurs travaux et études, au cours de ces dernières années, dont les conclusions, confortées par plusieurs partenaires, tel le FMI et des banques centrales, montrent :

1- que les mutations de l'économie marocaine nécessitent la réforme du régime de change a même de consolider la compétitivité et la résilience de notre économie.

2- Les conditions sont réunies et le timing est approprié pour entamer une transition graduelle vers un régime de change plus flexible.

je suis persuadé que le programme de cette conférence, qui va confronter cette réforme a des expériences internationales, ne manquera pas de donner lieu à des débats interactifs entre les universitaires et des experts nationaux et internationaux ici présents que je tiens à remercier vivement d'avoir accepté notre invitation.

Je vous remercie pour votre attention.